

plan d'action

11 février: Campagne d'envoi postal au ministre de l'Éducation pour exiger un réinvestissement massif en éducation

14 mars: Journée nationale d'occupations contre la privatisation

15 mars: Appui et participation aux manifestations dans le cadre de la Journée internationale contre la brutalité policière

3 avril: Manifestation à Sorel contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché et pour un réinvestissement massif en éducation

27 avril: Contingent étudiant à la manifestation contre la réunion préparatoire au G-8

Premier mai: Marche des travailleuses et des travailleurs

Juin 2002: Participation aux manifestations contre le G-8

Novembre 2002: Grève continentale contre la ZLÉA

Produit par le comité journal de l'Association pour une Solidarité Étudiante.
Tirage: 8000 exemplaires. Imprimé par Postale Plus.

Pour rejoindre le Comité journal de l'ASSÉ: ultimatum_asse@hotmail.com

Toute reproduction du contenu du présent journal est fortement applaudie et conseillée, à condition d'en mentionner la source.

Numéro spécial - Février 2002

ULTIMATUM express

LE JOURNAL DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE

UNISSONS-NOUS DANS L'ACTION!

Lors de son dernier Congrès qui s'est tenu au Cégep Lionel-Groulx les 9 et 10 février derniers, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) s'est doté d'un nouveau plan d'action. Campagne d'envois postaux, manifestations, occupations, grève, tous les efforts sont déployés pour faire entendre nos revendications.

Ce n'est qu'un début!

Suite à la manifestation du 21 février à Québec, il est nécessaire de poursuivre les moyens de pression dans cette campagne contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché et pour un réinvestissement massif en éducation. Cette campagne englobe diverses luttes reliées les unes aux autres par un refus de voir l'éducation devenir l'instrument des entreprises privées.

L'éducation ne peut pas et ne doit pas se résumer à la formation de travailleuses et de travailleurs; elle doit être publique, de qualité, gratuite, accessi-

ble à tous et à toutes et indépendante des intérêts financiers. Puisque l'éducation est une force de changement importante au sein de la société, et puisque l'avenir collectif et individuel de l'humanité repose sur ces forces de changement, nous nous devons de décider nous-mêmes quelles seront les bases du système d'éducation, quelles

Une escalade des moyens de pression

Dès le 11 février 2002, l'ASSÉ a débuté une campagne d'envois postaux au ministre de l'Éducation pour exiger un réinvestissement massif dans le système d'éducation québécois. Communément appelée "campagne des 1 cent", celle-ci consiste en l'envoi d'une lettre destinée directement au ministre accompagnée d'une pièce de 1 cent. L'idée est d'obliger l'ouverture de toutes les lettres: une loi interdit de jeter de l'argent à la poubelle... Nous invitons donc toute la population étudiante à participer à cette campagne.

L'ASSÉ appelle également à une journée nationale d'occupations le 14 mars 2002 contre la privatisation. Des occupations vont s'organiser à divers endroits

à travers la province dans le cadre d'une campagne internationale contre la privatisation. Il est impératif de se mobiliser contre la privatisation pro-



Numéro spécial - Février 2002

gressive du système d'éducation québécois. Qui plus est, celle-ci se fait de façon sournoise; le gouvernement ne remet pas directement ses responsabilités en éducation aux entreprises privées (il ne semble donc pas y avoir de privatisation au niveau de la forme), mais elle le fait en laissant le secteur privé occupé de plus en plus de place dans les institutions scolaires et dans l'orientation que prend l'éducation (privatisation au niveau du fond).

Le 15 mars 2002 se tiendront des manifestations à travers le Québec organisées par les Citoyens et Citoyennes Opposé-e-s à la Brutalité Policière (COBP). L'ASSÉ appuiera et participera à ces manifestations. Depuis quelques années, la brutalité policière et les abus policiers ne cessent d'augmenter. L'exemple du Sommet des Amériques demeure toujours frais dans notre mémoire. Il est inadmissible que les voix qui s'élèvent contre le discours dominant soient réprimées ainsi.

L'ASSÉ organise une manifestation pour le 3 avril 2002 contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché. La manifestation se tiendra à Sorel, où se trouve les bureaux du député Sylvain Simard, nouveau ministre de l'Éducation.

Le 27 avril 2002 se tiendra une réunion préparatoire au Sommet du G-8 de l'été prochain. Des manifestations seront organisées, et l'ASSÉ organisera un contingent étudiant pour participer à ses manifestations. Les sommets du G-8 sont les lieux où les grandes puissances capitalistes se rencontrent et discutent en catimini du sort de l'humanité. Nous avons notre mot à dire, et nous irons le

faire dans la rue! Dans la même veine, nous ferons partie des manifestations organisées en juin 2002 contre la tenue de la réunion du G-8.

Le 1er mai, à chaque année, se tient une Marche des travailleurs et des travailleuses. L'ASSÉ se joindra à la marche sous le thème "Contre la précarisation". Le statut d'étudiant et d'étudiante est réellement précaire, et nous revendiquons notre droit à l'éducation dans les meilleures conditions possibles. Le statut de travailleur et de travailleuse salarié-e souffre également d'une grande précarité. Dans cette optique, nous sommes pour la gratuité scolaire à tous les niveaux. Cependant, en attendant une telle victoire, nous exigeons une amélioration du système de prêts et bourses et nous sommes contre toute hausse des frais de scolarité. Nous sommes également pour une solidarité syndicale avec les syndicats de travailleuses et de travailleurs, et nous prônerons ces revendications le 1er mai.

Vers une grève continentale?

En novembre 2002 aura lieu une action continentale contre la Zone de Libre-



Image: Julien Lapan

Echange des Amériques (ZLEA). L'opposition à ce projet de libre-échange doit se poursuivre et s'intensifier. Cette action pourrait prendre la forme d'une grève générale. Et puisque nous croyons que les luttes étudiantes que nous menons sont intimement liées à ce projet néolibéral, nous allons faire de l'automne 2002 le point culminant de notre campagne contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché et pour un réinvestissement massif en éducation. Pour que l'éducation soit libre, accessible à toutes et à tous et gratuite à tous les niveaux, nous devons nous battre!

Petit Lexique à l'usage de la population étudiante

Néolibéralisme : forme récente du capitalisme. Apparue comme telle au début des années 80, cette idéologie prône un retour au libéralisme économique total, sans intervention de l'État. Elle est fondée sur la croyance aux bienfaits universels des lois économiques au sein d'un marché donné.

Mondialisation (globalisation) : par mondialisation, on entend mondialisation des marchés économiques. Il s'agit de l'ouverture totale des marchés nationaux, par le biais du libre-échange. La mondialisation va de pair avec un système néolibéral, dans la mesure où on décide d'ouvrir les marchés et de laisser les lois économiques réguler les échanges.

Rapport de force : moyen préconisé lors d'une négociation par un groupe d'intérêt pour forcer l'autre partie à prendre en considération ses revendications. Le rapport de force se bâtit par des moyens de pression, c'est-à-dire l'ensemble des actions qu'il est possible d'entreprendre pour se faire entendre (manifestations, grèves, occupations, etc.).

Assujettissement de l'éducation aux lois du marché: mainmise du secteur privé sur l'éducation au niveau de son financement, de ses orientations et de son rôle. L'éducation soumise aux mêmes critères et aux mêmes pressions que le marché.

Syndicalisme de lutte : forme de syndicalisme qui prône l'établissement d'un rapport de force avec la partie patronale avant toute négociation. Dans le cadre du syndicalisme étudiant de lutte, la partie patronale est remplacée par le gouvernement pour les luttes nationales ou l'administration locale pour les luttes propres à chaque établissement.

Occupation : moyen de pression consistant en la prise " illégale " d'un lieu. Les occupations se font par des groupes plus ou moins nombreux d'individus qui investissent un lieu, se barricadent à l'intérieur et y restent pour un temps indéfini (normalement, jusqu'à la satisfaction des revendications).

Privatisation : action de remettre au secteur privé une sphère de l'activité humaine auparavant prise en charge par l'État. Le fait de s'en remettre aux entreprises privées pour le financement de l'Éducation, par exemple, constitue une forme de privatisation.

Contrats de performance : Les contrats de performances sont en fait des contrats de financement conditionnel signés par les 18 universités du Québec. Ces contrats exigent l'atteinte de l'équilibre budgétaire, priorisant les critères d'ordre économique plutôt que pédagogique.

Attestation d'étude collégiale (AEC) qui ne suppose pas de DEC préalable : Se dit d'une technique (DEC) auquel sont enlevés les cours obligatoires (français, philosophie, éducation physique et anglais) permettant le développement d'un sens critique, d'une capacité de réflexion et d'analyse des différents problèmes sociaux transformant ainsi l'éducation (fondamentale) en formation (utilisable). Ouvrant toute grande la porte aux entreprises privées (manquant de financement de la part du gouvernement) les AEC spécialisent donc la formation de façon à répondre aux demandes du marché.

Habilitation : L'habilitation donne aux cégeps la responsabilité d'émettre le diplôme d'études collégiales (DEC) mettant en compétition les établissements collégiaux. Car les établissements voulant acquérir une bonne réputation sélectionneront leurs étudiants et étudiantes, les plus faibles de ceux-ci et celles-ci auront ainsi plus de difficultés à trouver un établissement offrant un enseignement de qualité.

Les plans de réussite et de diplomation : Visant à augmenter la qualification des cégépiens et des cégépiennes, les plans de réussite demandent aux établissements de fixer des objectifs mesurables, quitte à évincer totalement l'aspect qualitatif de l'éducation qui ne l'est pas. Ayant aussi un financement conditionnel, les plans de réussites amènent donc aussi une sélection des étudiantes et étudiants, expulsant les étudiantes et étudiants ayant de faibles résultats de façon à obtenir les sommes promises à l'obtention des résultats escomptés.

La rationalisation de programme : De façon à atteindre l'équilibre budgétaire, les universités se voient obligées de rationaliser leur banque de cours, diminuant ainsi le nombre de cours offerts et augmentant le nombre d'élèves par cours. Le choix des cours à couper est souvent dicté par les lois du marché, les entreprises finançant certains programmes, notamment par les fondations, les cours non financés devenant ainsi exorbitant comparativement à ceux qui le sont.

Pour obtenir plus d'information sur l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché, sur la privatisation du système d'éducation et sur les réformes scolaires, consultez les journaux ULTIMATUM et ULTIMATUM Express ainsi que la série ACADÉGAMIQUE. Ces documents sont disponibles sur le site de l'ASSÉ:

www.asse-solidarite.qc.ca